

TADAKATSU SANO

Avocat, Jones Day, Tokyo

Thierry m'a demandé de me joindre à lui afin de participer à deux des Risques Majeurs. La deuxième partie s'intitulait « Myopie des Etats ». Je me suis dit « Waouh c'est génial. Mais peut-être devrais-je dire quelques mots pour confesser mes échecs lorsque j'étais chef de cabinet du gouvernement d'Hatoyama ».

Tout d'abord, je tiens à exprimer notre sincère gratitude et nos remerciements à tous ceux qui nous ont apporté leur aide au cours de la terrible tragédie du séisme et du tsunami. En ce qui concerne les grands séismes, le tsunami et la centrale nucléaire de Fukushima, je ne souhaite pas rentrer dans les détails mais le gouvernement ne dispose d'aucun moyen pour prévoir ce type de catastrophes. Deux ans auparavant, nous avons déjà abordé ce thème des risques majeurs à cette conférence et si j'avais été le Président, je ne pense pas que j'aurais classifié les séismes ou les tsunamis dans les risques majeurs. Nous n'avions aucun moyen de les prévoir, même si 2000 ans auparavant un séisme et un tsunami similaires se sont produits dans la même région. Certains pourront dire que nous aurions dû nous y préparer, mais il est difficile de se préparer à ce type de désastre naturel, surtout lorsqu'il a eu lieu il y a plus de 2000 ans.

En vérité, le gouvernement n'a pas pu prévenir ce type de catastrophe. Il est vrai qu'en ce qui concerne la centrale nucléaire de Fukushima il y a eu erreur humaine. Nous ne pouvons pas vraiment prévoir tous ces types de tsunamis, mais comme le Professeur Beauvallet l'a expliqué à propos du changement climatique, la hauteur du tsunami est généralement d'environ cinq mètres dans cette région. Cette fois-ci, le tsunami a atteint jusqu'à 15 mètres, en quelques heures seulement et non pas en 5, 10 ou 20 ans. En deux heures à peine, des vagues mesurant entre 15 et 20 mètres de haut ont dévasté les vieux quartiers situés en zone portuaire, emportant tout sur leur passage. Voilà comment cela s'est passé. Ce séisme a fait environ 19 000 victimes, y compris des personnes disparues, 400 000 maisons ont été détruites et près de 400 000 personnes ont été évacuées et n'ont pas encore regagné leur domicile. Nous nous sommes beaucoup battus, du moins je le pense, pour remettre sur pied l'économie japonaise, notamment notre industrie automobile, et nous pouvons dire qu'à présent tout est rentré dans l'ordre et que notre économie se porte bien.

Même s'il est possible de prévoir l'économie politique du Japon, il reste toujours une part d'imprévisible. Nous allons avoir huit premiers ministres en sept ans. J'ai été chef de cabinet du Premier Ministre Hatoyama, à ce moment-là, le sixième Premier Ministre est resté seulement huit mois, après quoi j'ai dû démissionner. Les grands changements qui se profilent sont des changements générationnels dans la politique du Japon. Les baby-boomers sont à présent retraités et c'est la génération d'après-guerre qui a pris le pouvoir. A cet égard, ils n'ont pas en mémoire les souvenirs de la Deuxième Guerre mondiale, où régnait une certaine aspiration au maintien de la paix. Leurs aspirations sont tout à fait nouvelles et différentes, je pense.

La montée du nationalisme est à présent perceptible après le grand séisme et le tsunami. L'alliance avec les Etats-Unis se renforce, du fait de certains enjeux territoriaux et de l'entente de partenariat post-pacifique. Plusieurs politiciens et politologues soutiennent une reprise en main de la politique par les politiciens et la déconfiscation bureaucratique des pouvoirs devrait également être mise en œuvre. En ce qui concerne le taux de change, avec le taux d'inflation cible, je pense que le yen japonais devra lutter contre sa dépréciation par rapport à l'euro et au dollar US.

Le Japon est ainsi. Comment expliquer alors l'échec d'Hatoyama à la tête du gouvernement ? L'une des principales raisons est l'absence d'un leadership solide en politique à l'échelle mondiale. C'est un phénomène mondial. Il n'y a aucun moyen de créer une majorité durable. La côte de popularité d'Hatoyama qui était de 80% d'opinion favorable au début de son mandat est passée à 25% après huit mois, en raison de ses erreurs de communication avec le public, de son manque de crédibilité, etc. et la même chose se produit pour pratiquement tous les dirigeants qui se sont succédé. Abe, le nouveau Premier Ministre (PLD), recueille actuellement environ 65% d'opinion favorable mais pour combien de temps ?

Il n'existe pas de réel consensus sur la zone euro en Europe et les médias ne participent pas à la création de ce consensus. Par exemple, lorsque nous lisons les journaux au Japon, principalement le Financial Time, le Wall Street Journal, le New York Times, et autres, toutes les discussions à propos de la zone euro sont pessimistes. Nous n'entendons jamais parler de solidarité, ni de ce qui se passe, ni des efforts déployés parmi les pays de la zone euro. La plupart des gens ne peuvent pas comprendre l'opinion réelle ou véritable d'un pays à l'autre. Je suis venu ici pour écouter tous les dirigeants, y compris Mario Monti afin de pouvoir en saisir une certaine perception et qu'ils me livrent chacun leur secret. Ceci n'est pas possible à travers les médias ou Internet. Maintenant, à la manière d'un Républicain aux Etats-Unis, ils n'envisagent aucun compromis. Il n'y a pas de compromis. Le slogan du Tea Party des Républicains était "il faut abattre Obama (Kill Obama)". Est-ce le rôle que la politique doit jouer dans cette zone ? C'est une question très importante. Le gouvernement, l'administration ou la politique n'intéressent plus le monde des affaires.

L'autre question est celle de la démocratie face aux médias sur Internet. Les quatre sociétés Apple, Google, Amazon et Facebook, sont les plus prospères des Etats-Unis, non seulement au niveau d'Internet, mais également des entreprises manufacturières, d'énergie, etc. Elles utilisent les moteurs de recherche et fournissent des informations personnalisées par le biais d'Internet. Elles ne créent aucun type de consensus entre elles, elles fournissent toujours un point de vue personnalisé. « Vous allez aimer ce livre, puisque vous avez déjà acheté celui-là. Vous allez aimer ce type de produit, car vous avez déjà acheté quelque chose de similaire ». C'est ce type de tendance personnelle, vraiment diversifié qui fait que la société change, transformant le citoyen en un consommateur, développant l'individuel aux dépens du collectif dans ces sociétés majoritairement situées à San José en Californie. Elles n'ont aucun contact avec Washington DC. Ce ne sont pas des sociétés de la Côte Est. Les médias, les services de réseautage social (SRS) et le public détestent les termes techniques et conceptuels qui sont si difficiles, si compliqués. Les nouvelles choses font autorité en la matière ; celles-ci non. Le public souhaite la participation et la divulgation des informations. Ils veulent savoir s'ils vont vraiment obtenir tout ce volume d'informations. Parmi les médias actuels, il devient vraiment difficile d'établir des modèles économiques performants. Pratiquement tous les journaux sont en difficulté ; ils ne gagnent pratiquement plus rien et c'est un véritable problème. Il y a tant de soi-disant universitaires, journalistes, chroniqueurs, critiques, commentateurs, etc. Vous pouvez simplement créer votre propre blog ou autre chose. Il peut y avoir tellement d'adeptes.

Cela crée une nouvelle sphère politique, du moins au Japon. Je pense que c'est la même chose aux Etats-Unis. Les politiques ou les artistes doivent être assez solides pour faire face aux critiques, de façon permanente. Si vous êtes sensible à ce genre de critique, il vaut mieux pour vous que vous démissionniez immédiatement. Seuls les plus solides peuvent survivre. Internet lui-même s'adresse aux consommateurs, non aux citoyens comme je l'ai déjà mentionné. Lorsque vous cliquez sur Facebook, vous dites "j'aime" mais vous ne dites jamais "vous ne devriez pas". Ce mot ne fait pas partie du vocabulaire de Facebook. Généralement vous dites « J'aime ou je n'aime pas », c'est tout. Pratiquement toutes les entreprises manufacturières, les produits de consommation, etc. adoptent cette pratique sur Internet ou les SRS. Les médias ont perdu leur capacité à collecter leurs propres informations. Ils cherchent également sur Internet et regardent sur Google, rejoignent les SRS à la recherche d'informations intéressantes et après confirmation les transmettent aux médias. Voilà comment cela se passe. Il n'y a pas d'information réellement créative dans les médias. Je suis peut-être trop critique à l'égard des médias mais lorsque vous êtes au gouvernement et que vous vous trouvez en contact avec les journalistes, il vous arrive parfois d'avoir ce sentiment.

Internet ne crée pas de communauté. La « règle de la majorité » ne fonctionne pas vraiment. Si vous pensez qu'une majorité d'individus ira vraisemblablement dans cette direction, les individus peuvent dire « non, je ne veux pas aller dans cette direction ». La politique adoptant un certain compromis dans le cadre des règles de la majorité ne fonctionne pas toujours. Il est très difficile de donner mon impression. En outre il s'agit de démocratie du consommateur et de la transparence de divulgation des informations. Le point important est l'auto-détermination et l'auto-responsabilité. Ils disent que lorsqu'ils auront suffisamment d'informations pour prendre une décision, alors ils prendront leur propre responsabilité. Ils soutiennent toujours ceci. Et bien, à cause du manque d'informations, je ne pourrais arriver à prendre une telle décision de façon aussi appropriée que je le souhaiterais, ou je ne vais pas en prendre la responsabilité. Je ne suis pas responsable de cela. Dans de nombreux cas cela se traduit par une application des politiques dans un pays.

Où va notre société ? C'est quelque chose que j'aimerais définir comme un risque majeur dans le monde actuel. On peut signaler beaucoup de risques prévisibles, mais l'essentiel à retenir est que nous nous dirigeons vers une société numérique et que nous assistons à une fragmentation et à une individualisation de la société. Comment rendre la société attractive ? C'est une question majeure que nous devons débattre. Nous sommes en train de passer d'une société médiatique de radiodiffusion à une société de communication numérique. Il y a de nouvelles chaînes comprenant des médias diversifiés, tels que des chaînes radio, ce qui veut dire, qu'aux Etats-Unis et au Japon par exemple il y a beaucoup de chaînes radio titulaires d'une licence. Vous avez une chaîne identifiée et catégorisée dédiée uniquement à la musique classique, au jazz, à la musique country, africaine, etc. et toujours des suggestions de débats et de chansons. Elles sont étroitement catégorisées et fonctionnent un peu de la même manière qu'Internet. La radio a un impact important sur l'opinion publique. Je ne sais pas comment appréhender ce genre d'initiative désormais.

L'Antimondialisation est encore une autre question qui me préoccupe également beaucoup. Elle minimise « les biens publics ». Je dois également ajouter que même si la question du changement climatique global est très importante au Japon, l'accident nucléaire de Fukushima a été une véritable catastrophe engendrant un changement significatif dans l'opinion publique du Japon. La plupart des habitants qui étaient très soucieux de l'environnement sont devenus antinucléaires. Toutefois se passer de l'énergie nucléaire implique de recourir, pendant une certaine période, à l'énergie traditionnelle pour compenser le manque d'énergie nucléaire. A cet égard, les importations de gaz naturel ont augmenté considérablement au Japon. Ce qui a entraîné le premier déficit commercial depuis 60 ans. Lorsque nous accordons la priorité à d'autres sources d'énergie que le nucléaire, nous ne devons pas oublier, ni négliger ni accorder moins d'importance à l'environnement mondial, car l'augmentation de la consommation de gaz naturel et d'énergie traditionnelle aura des incidences sur le changement climatique global. Lorsque nous ne pourrons plus faire marche arrière, pour suivre le modèle français, je ne sais pas si nous devons continuer à utiliser et consommer de l'énergie traditionnelle à long terme. Les énergies renouvelables sont une bonne alternative mais leur part n'est pas très significative. Elles peuvent constituer entre 5 et 10% de la consommation totale d'énergie, elles ne peuvent pas jouer un rôle majeur et ne pourront jamais couvrir 40% des besoins énergétiques totaux.

Pour ce qui est de la question du nationalisme, selon Joseph Nye, professeur à Harvard, le nationalisme qui émerge au Japon est le reflet d'une prise de conscience de la faiblesse du Japon, ou du Japon affaibli. Il a sans doute raison, mais en même temps, après une telle catastrophe il est normal qu'une grande majorité d'habitants se replie sur eux-mêmes. On ne peut pas leur en tenir rigueur. Ils ont besoin de se reconstruire.

Le dernier point, c'est l'affranchissement et la non assurance par rapport aux risques et aux coûts. Certes, vous avez toujours besoin de faire des compromis ou autre. Vous devez partager certains risques, et non pas juste après le risque, mais vous préparer aux risques. En même temps, vous devez partager un certain type de dommage qui résulte du risque, ou même le risque lui-même. Vous devez avoir une assurance c'est une chose, bien sûr. Comme toujours la compensation sociale en est une autre. Toutefois comme je l'ai dit, beaucoup de personnes préfèrent agir individuellement et ne pas partager les charges. Voilà la question. J'estime que ce sont vraiment des questions majeures. Je vous remercie pour votre attention.